BOUTEFLIKA N'A PAS ASSISTÉ À L'OUVERTURE

Une société civile qui peine à s'affranchir

Les acteurs de la société civile invités aux premières assises qui lui sont dédiées arriveront-ils à s'affranchir de toutes les tutelles ? Une question qui reste posée après l'intervention pour la moins insolite de quelques représentants de la société civile qui, à l'ouverture des travaux, ont vivement réagi à l'absence du portrait du président de la République dans la salle du Palais des Nations.

Une réaction qui trahit la difficulté de certains de n'accepter aucune chapelle. Les assises de la société civile étaient pourtant censées être un espace de dialogue sous tutelle d'aucun organisme officiel.

Si l'absence des officiels a été appréciée par beaucoup de présents qui ont applaudi le fait que l'intervention d'un représentant de Bouteflika, pourtant inscrite au programme, le président du Cnes lui-même n'a pas résisté à la tentation de faire référence plusieurs fois dans son discours au président de la République qui d'ailleurs, dira Babès, sera destinataire des propositions qui émaneront des assises. Les participants élaboreront en effet des propositions à l'issue des ateliers thématiques dédiés à l'économie et la croissance, la protection sociale et la solidarité, la rénovation du système de gouvernance, la jeunesse et ses aspirations, le cadre organique et de fonctionnement autour d'une charte de la société civile.

N. I.

SIDI SAÏD :

«Il n'y a aucune rivalité avec les autres syndicats»

Photos : Samir Sid

Présent hier aux côtés de syndicats ayant plus l'habitude de battre le pavé pour revendiquer leurs droits qu'à des réunions de salons, le patron de l'UGTA expliquait qu'il «n'y avait aucune rivalité syndicale ou politique avec les autres syndicats.

Ils sont tous les bienvenus». Madjid Sidi Saïd ajoutait que l'initiative du Cnes était originale et n'était en aucun cas dictée par les partenaires européens de l'Algérie.

N. I.

JEAN-PAUL CARTERON, PRÉSIDENT DU FORUM CRANS MONTANA :

«Qu'il en ressorte des éléments de dialogue»

Invité à prendre la parole à l'ouverture des travaux des assises, Jean-Paul Carteron voit en ces assisses une «initiative unique» et une «volonté sûre» d'ouvrir un débat pour lequel, dit-il, l'Algérie «est prête».

Le président du Forum Crans Montana, faisant un lien avec les événements ayant secoué la région, prédit que ce mouvement frappera tous les pays à l'avenir avec une intensité différente.

N. I.

LAURA BAEZA, CHEF DE LA DÉLÉGATION DE L'UE :

«L'UE n'impose rien»

Prenant la parole au nom du représentant du Comité économique et social européen, la chef de la délégation de l'UE a qualifié la démarche du Cnes d'historique.

Laura Baeza estimait que «cette démarche reflète la nouvelle philosophie de partenariat. L'UE ne peut pas rester indifférente au Printemps arabe. Ces événements ont motivé l'UE pour revoir sa stratégie en faveur de la révision de sa politique de voisinage et une nouvelle approche basée sur le respect puisque l'UE ne compte pas imposer une réforme mais veillera à soutenir la société civile».

N. I.

OUVERTURE DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Et la parole est donnée aux citoyens

Les premiers états généraux de la société civile, initiés par le Cnes, ont débuté hier. Durant trois jours de débats, la parole sera donnée aux citoyens algériens.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Chaque citoyen est l'Etat. Un concept philosophique, politique, social, une utopie même selon des penseurs et dans certaines sociétés.

Mais un postulat qui s'est réalisé, selon Hela Beji, écrivaine, représentante de la société civile tunisienne, s'exprimant hier au Palais des nations, à l'ouverture des premiers états généraux de la société civile, initiés sous l'égide du Conseil national économique et social (Cnes).

En présence d'un millier d'acteurs sociaux et économiques, de représentants de l'élite revendicative nationale, Hela Beji a estimé qu'une nouvelle conception de la citoyenneté, une dignité retrouvée, ont émergé de la révolution tunisienne, déclenchée début janvier 2011 et au «souffle mondial».

Certes, «il n'y a plus de hiérarchie», voire il n'y a pas d'ordre» et l'Etat n'existe plus au sens coercitif dans le pays du jasmin selon l'hôte du Cnes. Pour autant, «le citoyen arrive à commander et c'est l'Etat qui a appris à obéir.

L'autorité s'exerce sans la force», assure cette Tunisienne.

Pourrait-il en être le cas en Algérie ? Le citoyen algérien retrouvera-t-il accès à la parole, non brimée libérée de toute entrave ? Pourra-t-il mener sa révolution ? Vivre son propre printemps arabe ?

Répondant à sa manière à ces questions, notamment devant un aréopage étranger, le président du Cnes, Mohamed-Seghir Babès a affirmé que les états généraux de la société civile, sous la bénédiction du président de la République, sont «une déclinaison» de ce printemps arabe.

Et qu'il est temps de «libérer la parole», permettre aux acteurs sociaux de débattre «à ciel ouvert, en toute transparence», assure-t-il.

Au nombre d'un millier, les représentants de la société civile, acteurs du mouvement syndical et associatif économique, social, culturel, tant autonomes que gravitant autour du pouvoir, sauront-ils, pourront-ils satisfaire à cet engagement ? Ces acteurs pourront-ils influer sur le système de gouvernance politique ?

Photos : NewPress

Mohamed-Seghir Babès estime que ces états généraux sont une déclinaison du printemps arabe.

L'opportunité est, néanmoins, permise depuis hier, aujourd'hui et demain matin, à ces acteurs de débattre et de formuler des recommandations, dans le cadre de cinq ateliers consacrés, le premier à la redéfinition du régime de croissance, le second à la sauvegarde du système de protection sociale, le troisième au rôle de la société civile, le quatrième à la problématique de la jeunesse et le cinquième à la rénovation de la gouvernance.

C. B.